



**PRÉFET  
DE LA HAUTE-  
GARONNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
d'Occitanie**

Unité inter-départementale Haute-Garonne-Ariège  
4 avenue Didier Daurat - CS 40 331  
cedex  
31776 Colomiers

Colomiers, le 20/06/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 28/04/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **ECONOTRE**

Zone des Turquès  
Route de Montauban  
31660 Bessières

Références : 2025 - 269  
Code AIOT : 0006802560

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/04/2025 dans l'établissement ECONOTRE implanté Zone des Turquès Route de Montauban 31660 Bessières. L'inspection a été annoncée le 18/04/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite a été programmée dans le cadre du Plan Pluriannuel de Contrôle (PPC).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ECONOTRE
- Zone des Turquès Route de Montauban 31660 Bessières
- Code AIOT : 0006802560

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société, devenue EVONEO au 1er janvier 2025 (anciennement ECONOTRE), exploite à Bessières une unité de valorisation énergétique (UVE) de déchets non dangereux provenant des ménages et d'activités économiques. Cette installation est associée à un centre de tri des déchets ménagers recyclables collectés séparément et d'une plate-forme de maturation des mâchefers.

Au titre des installations classées, elle est autorisée et réglementée par l'arrêté préfectoral du 29 avril 2005, complété en dernier lieu par l'arrêté préfectoral complémentaire du 15 avril 2024.

L'UVE comprend deux lignes d'incinération avec récupération d'énergie (export de chaleur et production d'électricité) de 11,4 t/h chacune et d'une capacité totale autorisée de 196 000 tonnes (déchets ménagers et déchets d'activité).

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Justification de la conformité à l'arrêté ministériel du 12/01/2021	AP Complémentaire du 15/04/2024, article 1.1.1.2.	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
3	Prélèvements d'eau	AP Complémentaire du 15/04/2024, article 4.4.1.	Demande d'action corrective	1 mois
4	Valeurs limites dans les rejets aqueux UVE	AP Complémentaire du 15/04/2024, article Annexe III	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Justification de la conformité à l'arrêté ministériel du 12/01/2021	AP Complémentaire du 15/04/2024, article 1.1.1.2.	Sans objet
5	VLE des rejets aqueux issus du bassin d'eau mâchefers	AP Complémentaire du 15/04/2024, article Annexe III	Sans objet
6	Justification de la conformité à l'arrêté	AP Complémentaire du 15/04/2024, article 1.1.1.2.	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	ministériel du 12/01/2021		
7	Capacité stockage	AP Complémentaire du 26/12/2017, article 5 à 7	Sans objet
8	Rapport annuel d'activité	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 31 c)	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

A l'issue de la visite, l'inspection a mis en évidence trois faits non conformes (demandes de justificatifs et/ou d'actions correctives), relatifs à :

- le modèle de fiche transmis pour l'acceptation des déchets est incomplet (absence de date d'acceptation et de signature de l'exploitant) ;
- l'absence de relevé journalier des volumes d'eau prélevés dans le Tarn ;
- les résultats de la surveillance des rejets aqueux n'ont pas été renseignés de façon mensuelle sur GIDAF (absence de données depuis janvier 2025).

En complément, le mode opératoire pour le stockage des boues et des cendres doit être précisé : le volume des big-bags doit être indiqué.

L'inspection a informé l'exploitant des suites susceptibles d'être données à l'issue de l'inspection.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Justification de la conformité à l'arrêté ministériel du 12/01/2021

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 15/04/2024, article 1.1.1.2.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Acceptation préalable & échantillonnage
<b>Prescription contrôlée :</b>  §3.1. Gestion des flux de déchets : une procédure de caractérisation et d'acceptation des déchets reçus sera mise en place  §3.2. Livraison des déchets : échantillonnage périodique des livraisons de déchets
<b>Constats :</b>  Un rapport de caractérisation a été établi le 28 mai 2024. Il a été consulté le jour de l'inspection. Un échantillon de 123.4 kg a été prélevé dans la fosse le 18 avril 2024 (ordures ménagères et déchets d'activité économique en mélange) pour analyse : les résultats montrent que 19.7 % des déchets constituent la fraction organique, 66.3% sont combustibles et 14% des déchets sont

incombustibles.

L'échantillonnage sera réalisé une fois par an.

Pour ce qui est de la procédure d'acceptation des déchets reçus, des fiches d'information préalable ont été présentées à l'inspection le jour de la visite (et transmises a posteriori, par mail du 20 mai 2025), notamment celles de la société APAG Environnement et de la société BESSAC. Elles sont correctement renseignées, datées et signées.

Néanmoins, l'inspection considère qu'il manque des informations relatives à l'acceptation des déchets dans le modèle de la fiche : date d'acceptation et signature de l'exploitant.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

La procédure d'acceptation préalable doit être complétée avec la date et la signature de l'exploitant.

Un échantillon doit être transmis à l'inspection dans un délai de trois mois.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 2 : Justification de la conformité à l'arrêté ministériel du 12/01/2021**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 15/04/2024, article 1.1.1.2.

**Thème(s) :** Risques chroniques, Emissions diffuses

**Prescription contrôlée :**

§5.1 émissions diffuses : Étude d'identification des sources majeures d'émissions diffuses et mise en œuvre d'actions appropriées pour prévenir ou réduire les émissions diffuses liées au process de maturation des mâchefers et un système de dépoussiérage sur la sortie du bâtiment.

**Constats :**

Le rapport de la campagne de mesures de concentration des particules dans l'air dans l'environnement proche de l'activité mâchefers a été transmis a posteriori de la visite, le 20 mai 2025, à l'inspection.

Six points de mesures en limite de propriété ont été mis en place.

Les résultats montrent que :

- de façon générale, il y a une variation peu significative des concentrations mesurées en fonction des activités ou non activité du site ;
- une légère influence des activités mâchefers dans la zone de réception et dans la zone de maturation ;
- l'absence d'influence de l'activité de traitement.

Lors de la visite, l'inspection a pu observer le dépoussiéreur (filtre à manche) qui aspire l'air du bâtiment de traitement des mâchefers. Le dernier rapport de contrôle des émissions de cet équipement (édité le 09/12/2024) montre que la valeur limite d'émission est respectée.

## N° 3 : Prélèvements d'eau

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 15/04/2024, article 4.4.1.

Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvements d'eau

## Prescription contrôlée :

L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter la consommation d'eau. Notamment la réfrigération en circuit ouvert est interdite.

Origine de la ressource	Consommation maximale annuelle	Débit maximal horaire	Débit maximal journalier
Réseau public	Sanitaires et secours b â c h e    e a u i n d u s t r i e l l e		
Réseau public	Eau déminéralisée : 26 280 m <sup>3</sup>		
Prélèvement d'eau superficielle : rivière Tarn, en amont du lieu-dit Bordeneuve	180 000 m <sup>3</sup>	26 m <sup>3</sup> /h	620 m <sup>3</sup> /j
Prélèvement d'eau souterraine	0 m <sup>3</sup>	0 m <sup>3</sup>	0 m <sup>3</sup>

Cette limitation ne s'applique pas au réseau incendie.

Les installations de prélèvement d'eau doivent être munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif doit être relevé journalièrement.

Ces résultats doivent être portés sur un registre tenu à disposition de l'inspection des installations classées. Toute modification dans les conditions d'alimentation en eau de l'établissement doit être portée à la connaissance de l'inspection des installations classées.

Tout ouvrage de prélèvement est interdit.

## Constats :

L'eau prélevée dans le Tarn est utilisée pour les besoins du process et pour le traitement des fumées.

L'eau du réseau public est notamment utilisée pour produire de l'eau déminéralisée (pour les chaudières).

Le jour de la visite, l'inspection a pu consulter le tableau de suivi des prélèvements en eau. Le

<p>volume d'eau prélevée dans le Tarn est de 115 537 m<sup>3</sup> en 2024. Le volume d'eau minéralisée produite est de 25 181 m<sup>3</sup> en 2024.</p> <p>Le débit maximal horaire et le débit maximal journalier ont été estimés a posteriori de la visite par l'exploitant, l'exploitant n a pas de dispositif permettant de mesurer le débit horaire et n a pas mis en place de relevé journalier des volumes prélevés.</p> <p>Pour l'année 2024, le débit maximal horaire estimé est de 20 m<sup>3</sup>/h et le débit maximal journalier estimé est de 475 m<sup>3</sup>/j. L exploitant doit mettre en place un relevé journalier des volumes d eau prélevés.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 4 : Valeurs limites dans les rejets aqueux UVE

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 15/04/2024, article Annexe III
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, VLE rejets aqueux
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le tableau de l'Annexe III - Valeur limites des rejets aqueux de l'UVE est présenté en pièce jointe.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a informé l'inspection que le programme de surveillance des rejets aqueux du site (rejets dans le Tarn) établi diffère de l'Annexe III susvisée ; toutefois le programme mis en place par l'exploitant est plus contraignant et reprend les obligations de l'arrêté ministériel du 20/09/2002, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le paramètre COT n'est pas mesuré en continu mais fait l'objet d'un prélèvement 24h (possibilité néanmoins laissée par l'arrêté susvisé) ;</li> <li>- les métaux ne font pas l'objet d'une autosurveillance (impossibilité technique) mais sont analysés par un organisme externe selon la fréquence définie dans l'annexe III de l'arrêté préfectoral susvisé;</li> <li>- les fréquences d'analyses pour les contrôles extérieurs pour les métaux, les hydrocarbures totaux, les AOX, les CN libres et les fluorures sont celles de l'arrêté ministériel du 20/09/2002 (1 contrôle par mois) et non celles de l'Annexe III de l'arrêté préfectoral susvisé (2 contrôles par an) ;</li> <li>- pour les paramètres AOX, fluorures, CN libres, azote total et hydrocarbures totaux, ils ne font pas non plus l'objet d'une autosurveillance mais sont analysés de façon mensuelle par un organisme extérieur (voir point précédent).</li> </ul> <p>Le programme de surveillance a été consulté le jour de la visite et transmis a posteriori à l'inspection.</p> <p>L'inspection note que la VLE (valeur limite d'émission) prise en compte dans le programme de surveillance pour chaque paramètre est la VLE la plus contraignante entre périodes EOT et non</p>

NOC.

Pour ce qui est de l'autosurveillance réalisée par l'exploitant, le tableau de suivi de la station d'épuration sur les mois de février à avril a été transmis pour justifier de la mesure en continu du débit, de la température et du pH des rejets. En compléments, deux autres tableaux de suivi des paramètres COT et MES ont été envoyés. Aucun dépassement des VLE n'est à constater.

Les trois dernières analyses effectuées par un organisme extérieur (février, mars et avril) ont également été présentées en inspection puis transmises.

Un dépassement en Fluorures est à signaler en février (17 mg/l avec une VLE à 15mg/l), les valeurs de mars et avril sont conformes.

Des dépassements en Antimoine sont également constatés en mars et avril (0.915 mg/l en mars et 1.5mg/l en avril avec une VLE à 0.9mg/l).

Néanmoins, pour ces dépassements, l'exploitant a présenté à l'inspection le plan d'action mis en œuvre à dérouler lors d'un dépassement pour chacun des deux paramètres. L'exploitant transmet dans les meilleurs délais les résultats d'analyse du mois de mai pour l'antimoine.

En outre, l'inspection a constaté que l'exploitant n'avait pas transmis depuis le mois de février 2025 la surveillance des rejets aqueux via GIDAF (les résultats doivent être renseignés de façon mensuelle). Ce constat est une non conformité à l'Annexe 3, chapitre 5, de l'arrêté préfectoral du 26/11/2009.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet dans les meilleurs délais les résultats d'analyse du mois de mai pour l'antimoine.

La surveillance des rejets aqueux doit également être transmise via GIDAF pour les mois de février, mars, avril et mai.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 5 : VLE des rejets aqueux issus du bassin d'eau mâchefers**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 15/04/2024, article Annexe III

**Thème(s) :** Risques chroniques, VLE

**Prescription contrôlée :**

Le tableau de l'Annexe III - Valeur limites des rejets aqueux du bassin d'eau mâchefers est présenté en pièce jointe.

**Constats :**

Les analyses sont réalisées de façon mensuelle par un organisme externe.

Les trois derniers rapports de résultats (de février à avril 2025) ont été consultés le jour de la visite



<p>puis transmis à l'inspection a posteriori de la visite. Les trois paramètres sont bien analysés et les résultats de février à avril ne montrent aucun dépassement.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 6 : Justification de la conformité à l'arrêté ministériel du 12/01/2021**

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 15/04/2024, article 1.1.1.2.</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>§ 2.2.3. Surveillance des effluents aqueux UVE : des paramètres Mo, Sb lors des prélèvements mensuels sur les rejets liquides et surveillance mensuelle des eaux du bassin issues du traitement des mâchefers : des paramètres Sulfates et Chlorures</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Comme précisé dans les constats n°4 et n°5, les paramètres Mo et Sb sont bien analysés lors des prélèvements mensuels sur les rejets aqueux de l'UVE et la surveillance mensuelle des eaux du bassin issues du traitement des mâchefers pour les paramètres Sulfates et Chlorures est bien mise en place.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 7 : Capacité stockage**

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 26/12/2017, article 5 à 7</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Capacité stockage</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Art. 5. - Cendres Le premier paragraphe de l'article 5.2.3 de l'arrêté préfectoral du 29 avril 2005 susvisé est remplacé par le paragraphe suivant :</p> <p><i>« Les cendres volantes recueillies au niveau des filtres et les cendres sous chaudières sont stockées dans deux silos de 100 m<sup>3</sup> chacun. Elles peuvent également être stockées dans des big-bags sur le site lorsqu'elles sont recueillies lors d'événements de panne ou de nettoyage. La quantité maximum de cendres stockées est déterminée de manière à ce que le stockage des boues et des cendres soit au maximum de 184 tonnes. »</i></p> <p>Art. 6. - Boues La première phrase de l'article 5.2.4 de l'arrêté préfectoral du 29 avril 2005 susvisé est remplacé par la phrase suivante :</p> <p><i>« Le stockage de boues générées par la station de traitement des eaux est déterminé de manière à ce que le stockage des boues et des cendres soit au maximum de 184 tonnes. »</i></p> <p>Art. 7. - Charbon actif Les prescriptions du chapitre 8.2 de l'arrêté préfectoral du 29 avril 2005 susvisé sont remplacées</p>

Les prescriptions du chapitre 8.2 de l'arrêté préfectoral du 29 avril 2005 susvisé sont remplacées par les prescriptions suivantes :

« Les prescriptions du chapitre 7.6 de l'arrêté préfectoral du 29 avril 2005 s'appliquent aux installations de stockage et d'emploi du charbon actif.

Le charbon actif avant utilisation est stocké dans des flobines étanches de 350 kg dans la cour intérieure de l'UVE. Le nombre de flobines est limité à 21.

Il est interdit de stocker des produits inflammables à proximité de ce stockage.

Des dispositions sont prises pour éviter tout échauffement anormal des machines, moteurs ou vis sans fin.

#### **Constats :**

Lors de la visite, l'inspection a pu vérifier que la capacité de stockage maximale pour les boues et les cendres n'était pas dépassée, notamment à partir du mode opératoire établi par l'exploitant (voir photo en pièce jointe).

Les boues sont stockées dans deux bennes (une benne à boues en cours de remplissage et une benne pleine dans la bâtiment). Il faut compter environ 15 tonnes par benne.

Les cendres sont stockées principalement dans deux silos (de 60 tonnes max chacun) puis dans des big-bags.

Le taux de remplissage des silos a été évalué en salle de commande : la hauteur de remplissage du silo n°1 est de 1.1 m et celle du silo n°2 de 0.1 m. La hauteur maximale des silos étant 9 m, le tonnage total est d'environ 8 tonnes.

Pour ce qui est des big-bags, l'inspection a pu observer :

- 2 big-bags de secours (presque vides) ;
- 2 big-bags pour le décolmatage de 1m3 remplis ;
- 1 big-bag de secours à l'extérieur (vide) ;
- 4 big-bags de 1 m3 à moitié rempli, stockés suite à des arrêts techniques ;
- 4 big-bags de 2m3 en attente d'évacuation par camion.

D'après le mode opératoire, un big-bag plein représente environ 9 tonnes. Néanmoins, ce mode opératoire ne précise pas si le nombre de big-bag considéré correspond à des big-bags de 1 ou 2 m3.

Aussi, le jour de la visite, en considérant une hypothèse majorante (les big-bags considérés dans le mode opératoire ont un volume de 1m3), le tonnage total estimé est d'environ 146 tonnes (30 tonnes pour les bennes, 9 tonnes pour les silos et 108 tonnes pour les big-bags).

Par ailleurs, pour ce qui est du charbon actif, l'inspection a compté sur place 9 flobines pleines et une vide.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Le mode opératoire doit préciser si les big-bags pris en compte font 1 ou 2 m3.

Le document modifié doit être transmis à l'inspection.

**Type de suites proposées :** Sans suite

N° 8 : Rapport annuel d'activité

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 31 c)

<p><b>Thème(s) :</b> Autre, Rapport annuel d'activité</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>c) Rapport annuel d'activité</p> <p>Une fois par an, l'exploitant adresse à l'inspection des installations classées un rapport d'activité comportant une synthèse des informations dont la communication est prévue aux points a et b du présent article ainsi que, plus généralement, tout élément d'information pertinent sur la tenue de l'installation dans l'année écoulée et les demandes éventuelles exprimées auprès de l'exploitant par le public. Le rapport précise également, pour les installations d'incinération, le taux de valorisation annuel de l'énergie récupérée défini à l'article 4 et présente le bilan énergétique global prenant en compte le flux de déchets entrant, l'énergie sortie chaudière et l'énergie valorisée sous forme thermique ou électrique et effectivement consommée ou cédée à un tiers.</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Dans son courrier en réponse à l'inspection du 30 juillet 2024, l'exploitant s'est engagé a présenté, dans le rapport annuel de 2024, une synthèse de la revue du plan de gestion visant à réduire sur la survenue des conditions OTNOC et à diminuer les émissions.</p> <p>Le rapport annuel 2024 a été transmis à l'exploitant a posteriori de la visite.</p> <p>Dans ce document, l'exploitant dresse notamment le bilan des compteurs dépassements, indisponibilités, arrêts d'urgence des rejets gazeux et <u>temps des OTNOC</u>.</p> <p>En complément, la répartition annuelle des paramètres OTNOC (ex : phase de démarrage, phase d'arrêt, défaut ou arrêt de l'alimentateur etc.) est présentée sur un diagramme pour chaque ligne.</p> <p>En synthèse, il est écrit :</p> <p>"Ligne 1, Durée OTNOC Wex : 150,86 heures</p> <p>Ligne 2, Durée OTNOC Wex : 139,1 heures</p> <p>Sur les deux lignes, le décompte des paramètres OTNOC est relativement homogène, les phases d'arrêts et de démarrages représentent logiquement une part importante (60% pour la ligne 1 et 57% pour la ligne 2 de la période totale en phase OTNOC). La durée en phase OTNOC a été maitrisée (L1 : environ 60% et L2 : environ 55% des 250 heures autorisées par ligne). Ainsi, les paramètres OTNOC semblent cohérents et feront en 2025, de nouveau, l'objet d'une attention particulière."</p> <p>Ces informations n'appellent pas de remarque de l'inspection.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>